

Georges Pompidou

GIRONDAS

Nouvelle

Textes choisis — n° 1



Institut Georges Pompidou

La collection « Œuvres choisies », dirigée par Émilie Robin, rassemble les grands textes de Georges Pompidou dans un format accessible.

À venir dans cette collection :

n° 1 : Girondas – Nouvelle

n° 2 : Discours de Chicago – La crise des civilisations

n° 3 : Discours des Renardières – Les enjeux énergétiques

n° 4 : Poésie et politique – Causerie

n° 5 : Discours d'Aurillac – L'avenir de l'agriculture

n° 6 : Discours de Savigny-les-Beaune – La signification des autoroutes

n° 7 : Discours de Toulouse – Le but de la politique

TOUT COMMENÇA le 25 février à 15h55 dans la classe de seconde B du lycée de Romorantin. M. Plumesec, professeur de français s'efforçait d'intéresser ses 32 élèves aux problèmes sentimentaux et moraux des personnages de *Phèdre* de Racine. Dans un intervalle de silence, la voix de l'élève Girondas se fit entendre, claire et nette : « Ils nous emmerdent ! Ils n'ont qu'à coucher tous ensemble et nous foutre la paix. »

M. Plumesec, professeur de la vieille école, à peu d'années de la retraite, était connu du Tout-Romorantin pour son urbanité et sa dignité. Il se dressa, fixa Girondas d'un regard glacé et articula fermement : « Girondas. Vous serez consigné dimanche. » Une vague de stupeur déferla sur la classe. De mémoire d'homme, Plumesec n'avait jamais dispensé de punition. Au surplus, on n'avait pas le souvenir qu'une consigne eut été distribuée au lycée de Romorantin depuis mai 1968. Il faut ajouter que le jeune Girondas avait été désigné par ses camarades, par 11 voix sur 13 votants et 2 243 inscrits, comme leur représentant au conseil d'administration du lycée. Le port de la barbe, des chemises

de cow-boy et des blue-jeans particulièrement usagés l'avaient de toute évidence destiné à cette fonction. Au surplus peu d'élèves possédaient autant d'expérience pédagogique puisqu'il avait redoublé trois classes et se trouvait à 19 ans et demi en seconde avec l'espoir peut-être d'avoir son bachot au moment de sa majorité légale. Son père était huissier au tribunal d'instance. Longtemps ferme partisan des gouvernements en place, il donnait depuis peu des signes de morosité. Le projet de loi sur les professions judiciaires en était la cause, mais il trouvait dans la lecture de *L'Express* et de *Minute* des raisons supplémentaires de mécontentement. Pour tous ces motifs, la réaction de M. Plumesec frappait les élèves de stupeur. Comment ce bon vieux prof pouvait-il s'attaquer à une personnalité aussi importante que le fils Girondas et mesurait-il les répercussions possibles dans la vie de société à Romorantin ?

La fin du cours annoncée par une sonnerie électrique, ne permit pas le développement immédiat de l'incident. Plumesec ramassa ses livres et ses papiers, sortit d'un air grave et se dirigea vers le bureau du proviseur, tandis que les potaches s'agitaient autour de Girondas, partagés en deux clans : ceux qui applaudissaient et ceux qui tremblaient. Un troisième clan, le plus nombreux, se dispersait dans la plus complète indifférence, conformément à la tradition des majorités.

Le proviseur, M. Ponse, était à son bureau en train d'essayer de comprendre la circulaire n° 1227 G 7 bis, du

ministère de l'Éducation nationale, Direction générale de la pédagogie, et relative à l'introduction des méthodes audiovisuelles pour le recyclage permanent des maîtres auxiliaires possesseurs d'une licence de sociologie et candidats à titularisation. Il croyait deviner entre les lignes l'intervention du Syndicat national de l'enseignement secondaire. Il se demandait s'il ne devrait pas prendre contact avec le nouveau professeur de philosophie qui, dès son arrivée, avait pris la tête de la section syndicale de Romorantin. Quand on lui annonça que M. Plumesc demandait être reçu, il eut un sursaut. Depuis quatre années qu'il dirigeait le lycée de Romorantin dans des conditions qui lui avaient valu une flatteuse rosette de l'Instruction publique et une invitation à dîner chez l'inspecteur d'académie, jamais il n'avait vu Plumesc franchir les portes de son bureau. C'est dire l'estime que lui portait M. Ponse, pour qui la maîtresse devise de l'action était : « Pas d'histoire. » Quel pouvait être le motif d'une intrusion aussi surprenante et à un pareil moment, alors que les cours avaient cessé et que Plumesc aurait dû être déjà sur le chemin du domicile conjugal ? M. Ponse prit sa voix la plus ferme et la plus énergique pour dire : « Faites entrer. »

« Monsieur le Proviseur, je suis confus de vous déranger et vous savez que ce n'est pas mon habitude. Mais je ne pouvais faire autrement ». Et Plumesc fit au proviseur le récit des événements qui l'avaient conduit à frapper d'une consigne dominicale l'élève Girondas. M. Ponse avait trop

d'expérience pour ne pas mesurer la gravité de la faute et celle de la sanction.

Il tapota des doigts sur la table, ferma le dossier contenant la circulaire n° 1227 G 7 bis, croisa les bras et jeta à Plumesec un de ses regards plein de compréhension et de mystère qui avaient la réputation de ce chef d'établissement de premier ordre, inscrit sur la liste d'aptitude pour une ville de faculté.

« Mon cher collègue, dit-il enfin, vous me plongez, pourquoi le dissimuler, dans un grand embarras, je dirais, pour plaire à l'humaniste que vous êtes, dans un embarras cornélien. Faut-il laisser un affront impuni ? Faut-il punir l'élève Girondas ?

Je ne discute pas la réalité de la faute, ni sa gravité, je dirai même son incongruité. Mais la sanction n'est-elle pas excessive ? Vous connaissez comme moi la surcharge des programmes, les efforts qu'elle impose à nos élèves, l'indispensable nécessité d'une dépense physique et psychologique, le caractère impérieux du repos dominical que notre nouveau Ministre a d'ailleurs étendu au samedi, sans oublier le jeudi, voire le mercredi...

– Monsieur le Proviseur, vous me permettez de vous interrompre, pour déplacé que ce soit de ma part. L'élève Girondas ne fait rien, ce qui s'appelle rien. La détente est pour lui le pain quotidien, son occupation unique et, j'ose dire, sa vocation.

– Est-ce une bonne méthode que de la contrarier ? Vous le savez, la pédagogie moderne décommande le viol de la personnalité. Je ne prétends pas qu'il faille inciter Girondas à ne rien faire. Mais croyez-vous qu'un après-midi du dimanche passé entre les murs du lycée soit une solution adaptée à son cas ? Avons-nous les connaissances nécessaires quant à son hérédité, à l'environnement familial, aux traumatismes possibles de son enfance, voire les informations médicales relatives à son équilibre hormonal nécessaires avant de décider d'une thérapeutique coercitive ?

Et puis, mon cher collègue, vous savez bien que je n'ai pas de personnel de surveillance. Les agents de cette catégorie ont été particulièrement irrités des mesures que le gouvernement a prises en faveur d'autres catégories, dans lesquelles ils ont vu une véritable frustration ! Aussi refusent-ils de faire des heures supplémentaires, d'autant plus, il faut bien le dire, que l'amélioration des traitements rend celles-ci peu attrayantes.

Enfin, dois-je vous le rappeler, depuis mai 1968 aucune consigne n'a été infligée à un élève du lycée de Romorantin ! Ne dira-t-on pas qu'il s'agit d'un retour en arrière, d'une remise en cause de la réforme de l'université, d'une atteinte à l'esprit de participation et de dialogue que nous avons introduit dans nos établissements ?

– Dois-je en conclure, Monsieur le Proviseur, que toute discipline est désormais bannie du Lycée, que nous devons

tolérer la presse ; subir les avanies et nous en désintéresser ?

– Ne me faites pas dire cela, mon cher collègue, ne me faites pas dire cela. In medio stat virtus, ce n'est pas à vous que je dois le rappeler. Mais comprenez aussi les préoccupations d'un proviseur qui doit voir les choses dans leur contexte sociologique. En tout cas, je ne peux pas ne pas réunir le conseil d'administration du lycée avant de prendre une décision. »

M. Plumesec se leva, salua et se retira. Quant à M. Ponse, il rouvrit son dossier, le referma nerveusement, et se mit à réfléchir.

CEPENDANT, le jeune Girondas avait enfourché la petite moto que lui avaient offerte ses parents pour fêter son dix-neuvième anniversaire et son accès à la classe de seconde qu'avaient permis la suppression de l'examen de passage et son remplacement par le vote des élèves à main levée. Ce recours à la démocratie directe avait heureusement contrebalancé les effets d'une sélection traumatisante pour ceux qui, comme notre héros, avait recueilli une moyenne de 2,5 sur 20 aux examens partiels organisés par une administration rétrograde. Girondas mit d'emblée pleins gaz, et, après avoir fait deux fois le tour de la ville dans une pétarade étourdissante qui était un des éléments de son prestige en même temps qu'un des charmes de

l'environnement urbanistique de Romorantin, il pénétra dans la cour de la maison particulière de Me Girondas. Il grimpa l'escalier quatre à quatre, jeta ses livres sur le divan et s'empara du téléphone.

« C'est toi, Bouvard. Ici, Girondas. Il faut réunir le CAL. Cette vieille salope de Plumesec prétend me flanquer une consigne.

– Il est fou, ce mec-là !

– Tu sais, y en a comme ça, qui sont répressifs. Faut leur montrer.

– Dac, je convoque les gars chez moi à 9 heures. »

« Mon chéri, qu'est-ce que tu dis ? » C'est Mme Girondas qui intervient. Elle a entendu le coup de téléphone et son visage est rouge de colère.

« J'espère que tu ne vas pas te laisser faire. Je vais dire à ton père de réunir les parents d'élèves. Il se croit au Moyen-Âge, ton Plumesec ! Ça ne m'étonne pas d'ailleurs, après ce que j'ai lu dans *L'Express* la semaine dernière. Il n'y a plus de liberté ! Et dire que ton père a voté pour Pompidou ! Il avait pourtant l'air capable ce type-là. Eh bien, c'est un tyran ! Je l'ai lu ! Je parie qu'il a donné des instructions aux profs pour sévir dans les lycées.

– Ferme-la, maman, ferme-la, tu n'y entraves que couic. Le Pompidou, il y peut rien, c'est un minus. On est en pleine crise de civilisation postindustrielle. Y a des salauds qui prétendent commander aux autres, et puis y a nous

qu'on veut pas obéir et même qu'on va prendre le pouvoir grâce à l'union avec la classe ouvrière.

– Mon chéri, mon chéri, ne dis pas des horreurs. Ne me parle pas des ouvriers, c'est des bons à rien, ils veulent tout gagner sans rien faire, fainéantise et gaspillage, voilà ce que c'est. Ton Plumesec, il vaut pas mieux. Il est tout le temps en vacances ! Quand je pense à ton père, au temps qu'il passe dans son étude ! Et tout ça pour le percepteur ! Là, je reconnais qu'il y a un changement qui s'impose. Faudrait des réformateurs. »

Le jeune Girondas s'était déjà retiré dans sa chambre, laissant sa mère soliloquer à son aise. Un disque de rock, une cigarette, couché par terre, il feuilletait le *Manuel de l'érotisme collectif*, qu'il avait acheté à la nouvelle librairie qui venait de s'ouvrir devant le lycée sous le sigle prometteur « Au Sex-Shop solognot ».

Cependant Me Girondas, ayant accompagné son dernier client à la porte, refermait avec soin son coffre, puis la porte de l'étude et grimpait l'escalier qui le reliait à l'appartement. Mis au courant, son sang ne fit qu'un tour.

« Plumesec, il me le paiera. Ces fonctionnaires, c'est tous des budgétivores. J'appelle le président de l'association des parents d'élèves. »

Aussitôt dit, aussitôt fait. Et le soir même deux réunions se tenaient à Romorantin. Chez le jeune Bouvard, le bureau du CAL au complet écoutait Girondas avec stupeur. Il fallait réagir. Josette Vigourous, qui était passionnée et un

peu grassouillette, proposa de faire la grève de la faim. Son oncle, qui était curé, les abriterait dans l'Église, c'était sûr. Bouvard, dont le père était franc-maçon, préférait pour sa part une manifestation de masse à la maison du peuple. Caltarec opta pour la grève des cours. Sa proposition provoqua une unanimité enthousiaste. Il était « du parti » et avait pris des leçons d'organisation. Il répartit les missions. Et, quelques instants plus tard, des motos sillonnaient Romorantin pour prévenir tous les copains de la décision de grève prise par le CAL.

Cependant, le bureau des parents d'élèves était réuni chez Me Girondas, qui lui avait offert son hospitalité et sa fine champagne réputée. La discussion s'animait au fur et à mesure que la bouteille se vidait. On se rangea finalement comme d'habitude à l'avis du président, M. Leconchard, contrôleur des contributions en retraite et ancien conseiller général radical. Une délégation se rendrait chez le proviseur pour exiger le retrait immédiat de la sanction, la mutation de Plumesecc et la suppression définitive des examens partiels. On s'était gardé une marge de manœuvre : au besoin, on se contenterait d'une mise en congé de maladie de Plumesecc jusqu'aux grandes vacances. Mais sur le reste, on serait irréductible. Et, pour commencer un communiqué allait être publié dans les *Petites Nouvelles du Loir-et-Cher*, dont Leconchard était correspondant.

« Communiqué au vitriol, mon cher », dit-il à Me Girondas, cependant que chacun se retirait après avoir rendu un dernier hommage à la fine champagne.

LE LENDEMAIN devait être à Romorantin une journée historique. Devant le lycée régnait une agitation joyeuse. Un piquet de grévistes, parmi lesquels, comme un exécuteur entouré de ses aides, notre ami Girondas, arrêtaient les élèves qui n'avaient pu être prévenus ou qui venaient tâter le terrain. Seuls entraient les professeurs, d'un pas rapide et le regard absent.

Toutefois, deux jeunes profs de philo s'attardaient sur le trottoir, discutant avec les élèves : l'un d'entre eux essayait de les convaincre de renoncer à la grève, faisant observer que les conditions économique-sociologiques d'une action révolutionnaire n'étaient pas réunies et rappelant les sévères condamnations portées successivement par Lénine, Maurice Thorez et Loridon, député communiste du Loir-et-Cher, contre les « provocateurs irresponsables et complices du pouvoir qui, par des actions prématurées, déclenchent inmanquablement les forces de la réaction et retardent l'avènement de la révolution prolétarienne. » L'autre « sociologue, mais de Nanterre », précisait-il avec fierté, encourageait les potaches dans un mouvement qui s'apparentait selon lui aux plus purs sursauts de la tradition populaire. « Il ne suffit pas d'espérer pour entreprendre » (même à Nanterre, la cuistrerie reprenait ses droits), et Che Guevara n'était pas mort inutilement. Girondas pouvait être le Che Guevara de Romorantin. Son collègue l'ayant traité de provocateur, des murmures s'élevèrent, des menaces furent proférées et l'intéressé pénétra précipitamment dans

le lycée, poursuivi par cette phrase vengeresse : « Le désordre dans la révolution est le stigmate de l'antirévolution. »

À l'intérieur de l'établissement régnait le plus parfait laisser-aller. Les pensionnaires s'étaient regroupés dans la salle réservée aux activités culturelles et s'occupaient à badigeonner les murs d'inscriptions inspirées directement de la doctrine révolutionnaire telle que « Plumesec, on te plumera », « À bas la douche obligatoire », et « Girondas au pouvoir ». Dans la salle des professeurs régnait une agitation fébrile. « Va-t-on tolérer le désordre institutionnalisé ? », s'écriait un vieux professeur de lettres. « Peut-on fonder une société sur le concept de répression ? », protestait un autre.

Un dernier arrivant retint l'attention générale en donnant connaissance à ses collègues du communiqué de l'association des parents d'élèves publié dans les *Petites Nouvelles du Loir-et-Cher*. Le texte était d'une grande énergie, dénonçant les méthodes « néo-nazies » des nostalgiques de la tric (sic) et affirmant avec force que « le fascisme ne passera pas ». Là-dessus, la porte s'ouvrit devant le directeur des études qui déclara que, par décision du proviseur, le lycée était fermé jusqu'à nouvel ordre. Chacun prit sa serviette et son pardessus, et l'on sortit en cortège sous les ricanements et les gloussements des élèves. Plumesec n'avait pas paru. Il est vrai qu'il n'avait pas de cours ce matin-là.

Durant toute la matinée, le téléphone fonctionna entre M. Ponse et le directeur d'académie, lequel téléphona au recteur, lequel appela le ministère. Mais l'affaire désormais dépassait le cadre local et même celui de l'Université. Plusieurs journalistes parisiens étaient arrivés à Romorantin. Les voitures sillonnaient la ville, avec au volant photographes et reporters de Radio-Luxembourg, d'Europe n°1, de France-Inter, de *Paris-Match*, de *France-Dimanche*. Une équipe d'« Information première » était annoncée. Girondas était interviewé par Radio-Luxembourg, qui avait réussi à griller ses concurrents. Mais le père Girondas était récupéré par Europe n°1, cependant que Leconchard, à France-Inter, avec une sobre indignation, dénonçait le climat irrespirable des lycées.

Le soir même, à la télévision, des images saisissantes montraient au public le lycée désert ; deux jeunes élèves de terminale déjà collés trois fois au baccalauréat dénonçaient avec force les méthodes surannées de l'enseignement. Une dernière image particulièrement significative montrait le malheureux Plumesecc dissimulé derrière le rideau de sa fenêtre, d'où il regardait tristement opérer les 17 techniciens d'« Information première ». Le commentateur n'avait pas de peine à souligner en termes mesurés l'impression d'hypocrisie redoutable qui émanait de cette silhouette entraperçue au travers d'un « brise-bise » festonné.

C'EST DIRE que la presse parisienne du lendemain s'en donnait à cœur joie. « Après le scandale des prisons, le scandale des lycées », titrait *L'Aurore*. « Encore un scandale », écrivait *L'Humanité*, qui s'étonnait du même coup que Rives-Henrys fût encore en liberté et rapprochait les évènements de Romorantin de l'explosion d'Argenteuil et de déclarations prêtées au président de la République en faveur de l'agrégation « concours de classe ». Dans un éditorial mesuré, *Le Figaro* rappelait que la formation de la jeunesse est un des devoirs prioritaires de tout gouvernement et qu'elle ne pouvait se faire sans la collaboration de tous, et, « osons le dire, la compréhension pour une jeunesse qui se sent coupée de ses aînés ». *Combat*, enfin publiait un manifeste signé par *L'Idiot international* et par Jean-Paul Sartre, appelant les masses populaires à se dresser contre la répressivité d'un régime pourrissant. Un syndicat d'huissiers, de son côté, soulignait la politique d'incompréhension du pouvoir vis-à-vis d'une profession attaquée désormais jusque dans ses enfants.

L'après-midi, un groupe de 27 écrivains, journalistes et intellectuels, parmi lesquels on notait deux ou trois noms qui n'étaient pas totalement inconnus, se rassembla devant un grand lycée parisien scandant avec force : « Nous sommes tous des consignés en puissance. » Le soir même, fidèle à sa mission d'informer le public des grands problèmes français et mondiaux, la télévision organisait deux grands débats : table ronde à la première chaîne, ovale à la seconde.

Sur la première chaîne, le professeur honoraire Duplessis, qui avait publié en 1937 un ouvrage intitulé *Ordre et discipline* et le professeur Montaigu, ancien recteur sous le gouvernement de Vichy, étaient chargés de défendre l'acte d'autorité de Plumesec. À leurs crânes chauves et leurs voix chevrotantes s'opposaient deux jeunes professeurs de sociologie, deux psychopathes et deux psychiatres en formation, un journaliste spécialisé du *Monde* et du *Nouvel Observateur*, deux représentants des comités d'action lycéens et deux dirigeants d'une fédération de parents d'élèves auxquels s'ajoutaient quelques figurants. Les producteurs de l'émission ne manquèrent pas de souligner l'impartialité qui avait présidé au choix des participants tant sur le plan de l'équilibre que sur celui de la représentativité. Ce dernier mot faillit provoquer un incident, le représentant des comités d'action lycéens ayant cru comprendre que l'on mettait en doute la sienne. Mais il fut pleinement rassuré, chacun s'empressant de souligner la valeur d'une consultation électorale qui avait parfois réuni jusqu'à 5% des inscrits.

Le débat fut animé, les infortunés partisans de l'ordre et de la discipline traités comme il convenait de fascistes et de vieilles noix, et on admira beaucoup l'intervention finale et impromptue d'un jeune chanoine qui n'hésita pas à assimiler Plumesec à Torquemada. Les téléspectateurs qui dans leur grande majorité avaient cru comprendre que Torquemada était un général franquiste furent particulièrement indignés de cette intrusion de l'armée espagnole dans la gestion du lycée de Romorantin. « Allons-

nous nous laisser envahir par des fascistes étrangers », téléphona sur le champ à l'ORTF la mère d'un milliardaire connu, laquelle avait fait de médiocres études, mais soutenait de son abondante fortune et de son absence de talent la rédaction de *L'Idiot international*. Le sang des républicains et des patriotes ne fit qu'un tour. Le lendemain, la presse soulignait la résonance des émissions, et plusieurs commentateurs annonçaient des événements graves provoqués par un régime de terreur policière et un gouvernement incapable. Le chef de l'État lui-même était mis en cause avec sévérité par la section parisienne de l'Union des jeunes progressistes, section unique d'ailleurs de ladite union, mais dont l'audience était grande dans un journal du soir et rue Saint-Benoît.

Un communiqué du ministère rappelant que l'article 17 de la loi du 14 décembre 1902 combiné avec les articles 7 et 9 de la loi de février 1928 modifiée par la loi du 11 avril 1948 permettait de considérer la décision de Plumesec comme conforme aux dispositions légales en vigueur acheva de mettre le feu aux poudres. C'est en vain que le même communiqué annonçait la réunion prochaine et commune du Grand Conseil des universités et du comité consultatif de psychologie.

L'opinion, et surtout l'opinion parisienne, ne retenait que le refus de condamner Plumesec. Au surplus, les comités d'action lycéens proclamaient la grève générale, plusieurs syndicats d'enseignants se solidarisaient avec eux, trois membres du cercle œcuménique de la rue Gay-Lussac

entamaient une grève de la faim « jusqu'à réhabilitation du jeune Girondas et révocation de Plumesec », et un curé de banlieue mettait à leur disposition son Église en appelant ses paroissiens à faire le nécessaire pour que les grévistes de la faim ne manquent ni de secours moral ni du minimum vital nécessaire. » Le destin de Girondas le Juste est inséparable du progrès vers la justice dans le monde telle que l'a prêchée Notre Seigneur et j'irai demain à 15 heures prononcer un sermon sur la montagne Sainte-Genève », déclarait de son côté l'abbé Ovation. La province réagissait plus calmement, les lycées se contentant d'aller au cinéma et les enseignants de prendre leur voiture pour un week-end de cinq jours.

La manifestation organisée à l'appel de l'abbé Ovation avec le Parti communiste, le P.S.U., le parti socialiste, les réformateurs, les jeunes progressistes et plusieurs syndicats fut bruyante. Dès la fin de la matinée, des autobus et des camions appartenant aux municipalités de banlieue, en particulier de la Seine-Saint-Denis, amenaient un contingent important de militants qui envahissaient la rue Soufflot, la place Médicis et le boulevard Saint-Michel. De nombreuses banderoles portaient des slogans révélateurs : « Le con signé, c'est Plumesec » ; « Le fascisme ne passera pas » ; « Girondas avec nous » ; « Guichard, démission ».

7 000 personnes, d'après la Préfecture de police, 200 000 d'après *L'Humanité*, se portèrent jusqu'à la rue de Grenelle, devant le ministère de l'Éducation nationale, aux cris de « Liberté pour tous », « Plumesec en prison ». Une

violente averse permit toutefois la dispersion sans incident des manifestants. Mais le soir même, à La Coupole, réunis autour d'assiettes de fruits de mer et de bouteilles de chablis, un groupe d'intellectuels, de cinéastes et de journalistes de l'ORTF appelait le pays à secouer le joug de la dictature. La CGT et la CFDT tenaient une réunion commune et décidaient une semaine d'action, marquée par des arrêts de travail, des pétitions et une demande de revalorisation des salaires de 50%. Le Parti communiste invitait les travailleurs à s'unir contre l'oppression réactionnaire et pour le triomphe de la liberté socialiste. De leur côté, les syndicats de l'Éducation nationale, tout en rappelant « le respect dû aux maîtres de l'enseignement public dont la haute conscience et le dévouement sans borne sont l'honneur de la République et les plus sûrs garants de la démocratie », réclamaient la réunion immédiate d'une commission d'enquête et l'institution de quinze jours de congés supplémentaires, faute de quoi une grève illimitée serait décrétée dans tous les établissements d'enseignement.

LÀ S'ARRÊTE le récit de l'affaire Girondas. Son issue est en effet incertaine. Selon certains futurologues, l'agitation s'étendant, les institutions devaient être balayées, et un gouvernement marxiste prendre le pouvoir. Dans cette hypothèse, on peut penser que Girondas ne serait pas ministre de l'Éducation nationale, mais expédié dans un centre de rééducation idéologique. Selon d'autres, des

émeutes devaient éclater au quartier Latin à Nanterre, à Caen et à Grenoble, une vive réaction se produirait dans l'opinion, entraînant des élections anticipées et l'arrivée à l'Assemblée nationale d'une majorité « d'ordre ». Dans cette hypothèse l'infortuné Girondas serait consigné tout un dimanche sous la surveillance directe du proviseur, M. Ponse. Certains prétendent que la victime et le bourreau passeront toute leur journée à jouer à la belote. M. Plumesec recevrait la rosette des palmes académiques et la CGT se résignerait à signer le contrat de progrès à la SNCF.

Quelques observateurs enfin, qui ne se parent pas du beau nom de futurologues et se targuent impudemment de bon sens, affirment que le week-end prolongé mettra fin à l'agitation nationale. Le ministre de l'Éducation nationale accordera trois jours de congés supplémentaires pour la Pentecôte et acceptera d'examiner la situation catégorielle des surveillants et agents des lycées. La direction de la Régie Renault diminuera la durée du travail hebdomadaires d'un quart d'heure. Le ministre de l'Intérieur obtiendra un recrutement supplémentaires de 800 CRS et la revalorisation de l'indemnité d'habillement des agents en tenue. Le garde des Sceaux acceptera de recevoir une délégation de la chambre syndicale des huissiers, venue lui exposer les injustices du projet de loi sur les professions judiciaires. M. Girondas père en fera partie, et la photo du garde des Sceaux lui serrant chaleureusement la main sera à la une de *France-Soir* et du *Figaro*, dont l'éditorial sera intitulé « Tout est bien qui finit bien ». À Romorantin, les

cours reprendront et le jeune Girondas, s'étant engagé à dire M. Plumesec « Excusez-moi, Monsieur », la consigne sera levée. M. Plumesec demandera néanmoins sa mise en retraite anticipée.

En 1971, lors de ses vacances à Cajarc, Georges Pompidou, président de la République, avait écrit une nouvelle où il évoquait, sur le mode satirique, les évènements de 1968.

Ce texte fut publié, pour la première fois, dans le n°602 du *Point*, le 2 avril 1984.

Tous droits réservés

L'INSTITUT GEORGES POMPIDOU, association reconnue d'utilité publique, assure la mémoire de l'action politique, économique, culturelle et sociale de Georges Pompidou, en partenariat étroit avec les Archives nationales. Il anime en particulier la recherche historique sur Georges Pompidou et étudie les mutations de la France des années 1960 et 1970.

Contact : Institut Georges Pompidou – 6 rue Beaubourg – 75004 Paris
recherche@georges-pompidou.org – <http://www.georges-pompidou.org>

Crédits photographiques : manifestations de mai 1968, place de la République, Michel Baron : <http://michelbaron.com/photos/mai1968/index.htm>

